

2 Politique

Alliance pour la nouvelle opposition

Nzigou Manfoumbi à la tête de la coalition

Martina ADA METOULE

Libreville/Gabon

HIER à Libreville, le bureau de l'Alliance pour la nouvelle opposition (ANO) a été renouvelé. Désormais, Bonaventure Nzigou Manfoumbi présidera ledit regroupement politique. Il remplace à ce poste, Bruno Ben Moubamba, actuel vice-Premier ministre, dont l'absence a été remarquée lors de la cérémonie d'installation de son successeur. Ce bureau rotatif tous les trois mois a pour mission de "faire en sorte que l'intérêt général soit défendu. Défendre l'Etat contre toute déstabilisation extérieure (...)", a indiqué le nouveau président de l'ANO.

Ainsi, cette coalition de partis politiques de l'opposition a invité les acteurs politiques, tous bords



Photo : SNN

Bonaventure Nzigou Manfoumbi (cravate verte), installé dans ses nouvelles fonctions...

confondus, à faire un effort, "au delà de la politique, à se surpasser et faire passer la nation avant tout". Aussi, le regroupement dirigé par Nzigou Manfoumbi a-t-il exhorté le peuple à regarder l'essentiel, à aller de l'avant. L'orateur a également saisi l'occasion pour condamner avec "la dernière énergie les actes de violence sur les autorités ga-

bonaises en mission à l'étranger".

A peine installé, le bureau nouvellement mis en place s'est prêté aux questions des journalistes axées principalement sur le Dialogue politique inclusif et sans tabou initié par le chef de l'Etat. S'agissant de l'assurance quant à l'application des résolutions issues des assises d'Angondjé, Nzigou



Photo : SNN

... en présence de militants de son bord et de quelques journalistes.

Manfoumbi a indiqué à la presse que la garantie demeure dans "le sens de responsabilité de tout un chacun. La meilleure garantie c'est la confiance".

Sur les résolutions d'Angondjé, le président de l'ANO a fait un bref compte-rendu de ces travaux pour lesquels il s'est dit gagnant d'autant que, selon lui, l'opposition a obtenu beaucoup

contrairement à ce que d'aucuns pensent. Il cite entre autres, le scrutin à deux tours, les nouvelles missions de la Cour constitutionnelle et de la Commission électorale nationale autonome et permanente (Cénap), etc. Toutefois, l'assistance a voulu en savoir davantage sur la question de la limitation des mandats qui, aux dires

de certains, n'aurait pas été évoquée lors du Dialogue politique. Sur cette question, Nzigou Manfoumbi a mentionné qu'un choix a été fait. Pour les participants au Dialogue, "ou on laissait la Cénap telle quelle, ou on laissait les gouverneurs proclamer les résultats dans leurs bureaux, ou on choisissait des éléments de transparence qui fondent la démocratie dans notre pays". Et d'ajouter qu'ils ont opté pour le dernier choix.

A propos de la tenue d'un possible troisième Dialogue, il a déclaré sèchement, qu'il n'est pas question de s'asseoir à nouveau. Dans le cas contraire, c'est ce genre de situations qui, estime l'orateur, qui pourraient conduire à semer le trouble et la cacophonie dans le pays. "Le dialogue se fait dans un cadre légal", a conclu M. Nzigou Manfoumbi.

Majorité/A propos de la tenue d'un troisième Dialogue

Guy-Christian Mavioga salue la posture de Casimir Oye Mba et Guy Nzouba Ndama

M. A. M.

Libreville/Gabon

GUY-CHRISTIAN Mavioga, porte-parole de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence, s'est exprimé samedi dernier sur la question de la tenue d'un troisième Dialogue souhaité par Casimir Oye Mba et Guy Nzouba Ndama, des membres de l'opposition. Le président du Bloc démocratique chrétien (BDC) dit se ranger du côté de ceux qui pensent que d'autres assises ne se tiendront pas. Du moins, ajoute-t-il, pas dans le même

format que celles d'Angondjé initiées par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba. Ainsi, il a salué la posture de l'ancien Premier ministre Casimir Oye Mba, tout comme celle de l'ancien président de l'Assemblée nationale, Guy Nzouba Ndama, sur le souhait de la tenue d'un autre Dialogue. "Il n'est pas question de cerner ou de nous enfermer, il n'est pas question d'organiser un Dialogue avec le format d'Angondjé. Il est question de comprendre que le pouvoir actuel est basé sur un triptyque simple : le dialogue, la tolérance et la paix", a souligné l'orateur qui n'a pas manqué d'exprimer son vœu de voir s'ins-

taurer dans notre pays "un dialogue constant et permanent".

Si ce dialogue est un élément permanent sur la base de ce triptyque, a mentionné l'orateur, "on ne peut donc pas s'enfermer en disant qu'il n'y aura plus de dialogue. Nous disons, au BDC que tout est encore possible. Et le dialogue, il y en aura encore mais, peut-être pas dans le même format. Je dis simplement que nous ne devons pas fermer la porte des discussions aux personnes de bonne volonté qui se retrouvent du côté de l'opposition et qui veulent participer à l'apaisement, au développement, au déblocage. Nous sommes des Ga-

bonais et le dialogue devrait être en permanence. Il ne devrait pas se poser comme une difficulté." Fort de cela, le porte-parole de la majorité a invité le pouvoir à "étudier les questions que posent aujourd'hui Casimir Oye Mba, Guy Nzouba Ndama, Louis-Gaston Mayila, etc".

Par ailleurs, le président du BDC a fustigé l'attitude de certains membres de son bord politique, qui ont réfuté l'idée d'un troisième Dialogue. "Je suis surpris, a-t-il déclaré, de constater que certaines personnalités autour du chef de l'Etat commencent à dire qu'il n'y a pas de possibilité d'avoir un troisième dialogue. Oui, je suis de



Guy Christian Mavioga, lors d'une précédente déclaration.

ceux qui pensent qu'il ne se tiendra pas. Mais, il n'est pas question de dire ici qu'il n'y aura plus de dialogue. Je fais la nuance. Je dis qu'il doit être

permanent. Le dialogue d'Angondjé est derrière nous. Cependant, il y a des dialogues que j'appelle petits dialogues" a conclu Mavioga.

Coopération Gabon-Chine

Volonté de jumelage des autorités de la province chinoise de Guangdong

J. KOMBILE MOUSSA-VOU

Shenzhen/Chine

Pour le directeur du département des Affaires étrangères de cette région méridionale de Chine, aucun obstacle, a priori, ne s'oppose à la mise sur pied de partenariats entre sa province et les collectivités locales gabonaises.

AU cours des échanges qu'il a eus, mardi dernier, avec un certain nombre de journalistes gabonais séjournant actuellement en Chine, le directeur du département des Affaires étrangères de la province de Guangdong, Chen Jiasheng, a exprimé la disponibilité des autorités de

cette région méridionale de l'Empire du Milieu à nouer des jumelages avec les collectivités locales gabonaises.

De fait, nos municipalités et Conseils départementaux pourraient bénéficier, entre autres, de l'expertise des principales villes de la province de Guangdong dans le secteur de la gestion et l'aménagement du domaine public et du territoire. Une approche pleine de sens dans les cités de Guangzhou, Shenzhen, Dongguan, Foshan, etc., où, loin de nos réalités, la préservation de l'environnement, la gestion des ordures, des transports en commun, la maîtrise de l'urbanisme sont des faits bien palpables. A telle enseigne que, selon plusieurs études, la province du



Photo : JKM

Le directeur du département des Affaires étrangères du Guangdong, Chen Jiasheng, avec un journaliste de l'Union.

Guangdong dispose de l'un des niveaux de vie les plus élevés de la Chine.

Sur le plan économique, le dynamisme de cette région est indéniable. Guangzhou, sa capitale, constitue de plus en plus la principale destination de plusieurs hommes d'affaires du

continent. Selon M. Jiasheng, la réussite de cette province tiendrait à une parfaite collaboration entre les gouvernements locaux et les entreprises, lesquelles, au travers moultes subventions et autres avantages, sont encouragées à s'investir dans le do-

main de la haute technologie. Yang Qian, agent au département des Affaires étrangères de la province de Guangdong, explique que les autorités publiques ont mis sur pied un système de spécialisation économique des villes et districts (arrondissements), à telle enseigne que certaines localités sont réputées pour leur savoir-faire en matière de porcelaine, menuiserie, ébénisterie, ingénierie, nouvelles technologies, produits électriques, etc. Autant de résultats qui, selon elle, trouvent leur fondement dans la politique d'ouverture et de réforme initiée par l'ancien leader chinois, Deng Xiaoping, décédé en février 1997 à l'âge de 97 ans. D'après cette fonctionnaire

des Affaires étrangères, cette politique a permis à son pays de connaître, au cours de ces 30 dernières années, un développement économique exponentiel, un essor technologique, scientifique, ainsi que l'amélioration des conditions de vie de la population. Conséquence : le rôle et l'influence de la Chine sur la scène internationale sont de plus en plus grandissants. Si bien que, selon certains spécialistes, l'épicentre politique de la planète se déplace vers ce pays alors que, pour d'autres, il s'y trouve déjà, et pour bien longtemps. C'est dire que, vieille de plus d'une quarantaine d'années, la coopération sino-gabonaise gagnerait à être davantage décentralisée.